

NPA

l'Anticapitaliste



**LES SUPPRESSIONS
D'EMPLOIS**

C'EST NON!

NPA-LANTICAPITALISTE.ORG • LANTICAPITALISTE.ORG

DANS LE PUBLIC COMME DANS LE PRIVÉ, LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS C'EST NON !

Guerres, crise écologique, crise sociale... Le capitalisme est en crise et est plus que jamais synonyme de morts et de destructions. La panique boursière provoquée par les mesures douanières de Trump montre l'instabilité de ce système économique.

Depuis les années 1960, le taux de croissance mondial a été divisé par deux. La France est en quasi-stagnation. Saturation des marchés de consommation, développement du secteur des services et ralentissement technologique conduisent à ce que les investissements ne soient plus assez rentables pour les capitalistes. Pour continuer à gagner toujours plus d'argent, ils cherchent à faire passer le maximum d'argent public vers le privé. Ils ont mis le capitalisme sous perfusion par des subventions directes, des baisses d'impôts et de cotisations sociales, tout ça pour un montant de 160 à 200 milliards d'euros par an. Ils cherchent également à réduire les dépenses en cassant les retraites, l'assurance-chômage, en privatisant les services publics... Le dérèglement climatique n'est absolument pas dans leurs préoccupations et ils continuent avec un mode de production mortifère: énergies fossiles, nucléaire, pesticides... Le seul secteur dont le budget augmente, c'est l'armée. C'est la militarisation de l'économie et de la société qui est en cours. Pour empêcher les contestations, ces choix s'accompagnent de politiques autoritaires, répressives, racistes et d'attaques contre les droits démocratiques. Ces politiques contribuent au développement du RN qui est aujourd'hui aux portes du pouvoir.

Sortir de la crise implique de revoir de fond en comble la manière dont fonctionne ce système. Ce qui impose une réorganisation complète de la production en mettant au centre la satisfaction des besoins sociaux tout en rééquilibrant notre rapport à notre écosystème de vie. Ce sont celles et ceux qui produisent les richesses, l'ensemble de la population qui subit les choix d'une minorité au pouvoir qui doivent prendre en main les décisions pour que les choses changent vraiment !

STOPPER LA VAGUE DE SUPPRESSION D'EMPLOIS !

Dans le privé...

Depuis plusieurs mois, les plans de suppressions d'emplois s'enchaînent et touchent tous les secteurs. Les réformes du droit du travail menées ces dernières années permettent aux patrons de s'épargner les affrontements : ils évitent autant que possible les plans de licenciements en se débarrassant discrètement des intérimaires et des CDD, en embauchant des sous-traitants qu'ils congédient, en faisant des plans de départs volontaires, des ruptures conventionnelles collectives, etc. Mis bout à bout, ce sont plusieurs centaines de milliers d'emplois qui sont menacés en France.

Dans certaines entreprises les salarié-es tentent de résister : Vencorex, Michelin, ArcelorMittal, Valéo, PSA, Renault... Mais ces luttes restent isolées et ne parviennent pas à inverser le rapport de forces pour imposer le maintien des emplois. Il y a urgence à coordonner les résistances, à contester le droit de décision des patrons sur nos emplois, sur les choix de production.

...Comme dans le public

Le budget 2025 est l'un des pires budgets de ces dernières années pour les services publics. Après les 50 milliards de dépenses en moins en 2025, 40 milliards de baisses supplémentaires, au moins, sont envisagées pour 2026. Et le gouvernement veut continuer : il table sur une réduction des dépenses d'environ 100 milliards entre 2027 et 2029. Pour mener sa politique au service du patronat, le gouvernement cherche à récupérer de l'argent en tapant sur le service public et ses millions de salarié-es. Ce sont des attaques majeures contre notre système

de santé, nos conditions de travail qui vont toucher en premier lieu les plus fragilisés par cette société : les femmes, les jeunes, les personnes racisées, considérées comme non valides... Ce sont des attaques également contre l'environnement, et les agents publics qui le protègent, ce qui menace d'autant plus l'avenir des populations et de la planète.

Partout dans la fonction publique les injonctions à la « *modernisation et la simplification* » se soldent par des suppressions de postes, des externalisations, des privatisations, des réorganisations brutales de services... qui aggravent les conditions de travail des agent-es et détruisent les services publics pour la population. À l'image de Musk aux États-Unis, le gouvernement veut « *faire du ménage dans son organisation* » en supprimant ou fusionnant un tiers de ses opératrices ce qui conduirait à près de 200 000 suppressions d'emplois publics.

Cette politique de destruction généralisée des services publics doit nous pousser à l'action commune, salarié-es et usager-es.

POUR EN FINIR AVEC LE SYSTÈME CAPITALISTE QUI DÉTRUIT NOS VIES ET LA PLANÈTE

Lutter pour nos emplois, lutter pour notre avenir, c'est urgent!

La propriété privée des moyens de production et d'échanges donne au patronat le pouvoir de disposer des richesses produites et de saccager la planète. Avec le droit de licencier, il bénéficie en plus du pouvoir de nous priver de nos moyens de subsistance.

Tandis que le nombre de sans-emplois et de sans-logis explose, Bernard Arnault (LVMH) parade depuis des années au top 5 mondial des patrons les plus riches. Entre 2019 et 2025, la fortune des milliardaires français a

augmenté de plus de 24 milliards d'euros, soit 13 millions d'euros par jour. Les entreprises du CAC 40 ont fait plus de 130 milliards d'euros de profits en 2024.

Ce système fondé sur l'exploitation de notre force de travail, le capitalisme, est profondément inégalitaire. Il est surtout illégitime et pas éternel. La crise sociale et écologique montre que le capitalisme est en fin de course. Mais il est prêt à tout pour perpétuer la course aux profits, aidé par les gouvernants qui le soutiennent : attaques sociales, répression... voire la guerre. Il est de notre responsabilité à nous, l'immense majorité de la population, d'en finir avec ce système mortifère qui n'agit qu'au service d'une poignée d'ultra-riches.

AGIR POUR LE PROGRÈS SOCIAL ET ÉCOLOGIQUE, S'ORGANISER DANS LES LUTTES

Nous devons résister aux mesures d'austérité sociale, à la casse des services publics et aux suppressions d'emplois, dans le public et le privé. Ne nous laissons pas enfumer par les discours sur les sacrifices à consentir au nom du « patriotisme économique », par le poison du racisme ou par le militarisme chauvin. Sans hésitation, mettons au centre de nos revendications la défense de nos propres intérêts, à commencer par l'abolition du chômage avec le mot d'ordre **zéro licenciement**. Il faut :

- réduire le temps de travail sans perte de salaire ;
- interdire le travail de nuit et posté hors des secteurs où il est indispensable comme la santé ;
- réquisitionner les entreprises qui licencient et qui font du profit ;
- reconverter les activités et les productions dangereuses ou inutiles en assurant
- la continuité du salaire des travailleur-euses des secteurs concernés ;
- créer des postes dans le secteur public (santé, éducation, transports, recherche, écologie...);
- renationaliser les secteurs d'utilité publique pour les développer (énergie, télécommunication, transport, logement...).

Dans des boîtes menacées de fermeture ou d'un PSE, certain·es se contentent de revendiquer des indemnités supralégales souvent poussé·es à bout par des conditions de travail difficiles. Les mobilisations démarrent souvent sur des revendications partielles, et c'est en prenant confiance dans leurs propres forces que les travailleur-euses osent revendiquer davantage. Les mobilisations larges et démocratiques peuvent se transformer en

bagarres radicales et déterminées et mettre alors en débat d'autres mesures comme :

- la **socialisation des secteurs clés** : expropriation des groupes privés du BTP, de l'industrie, de l'agriculture, de l'énergie, de la distribution, de la santé, des transports, des banques...
- la **planification économique et écologique de ces activités, sous la gestion des salarié-es et usager-es**
- le **monopole de l'État sur le commerce extérieur pour contrôler la qualité des biens importés, leurs conditions de fabrication, et contrecarrer le dumping social.**



Ces mesures sont incontournables pour en finir avec le capitalisme et répondre aux vrais besoins de la société. Elles exigent un niveau de confrontation sociale que nous devons construire car il y a urgence, pour nos vies et pour la planète!